



Suites du stage "troubles dys" au lycée professionnel
Gustave Eiffel, Aubagne

Une animation de l'association "dyspraxiques mais fantastiques":
pique nique à Brignoles le 14 juin 2009

A noter: le 10/10 (dys dys): journée des "dys"

nouveaux remerciements aux intervenants:

Pierre François Peliccia: Coridys

Annie Jullien: HyperSupers, TDAH ou Trouble Déficit de
l'Attention/hyperactivité

Luce Nocera: Dyspraxique mais fantastique

Cathy Piasco: Avenir dysphasie

Jacques Candas
Dominique Rieffel

Troubles
"dys"

La Marseillaise Lundi 15 juin 2009



De 3 à 6 % d'enfants seraient touchés par la Dyspraxie en France.

Santé. L'association DMF a réuni, dimanche, les familles
d'enfants dyspraxiques autour d'un repas informatif.

Un pique-nique pour la dyspraxie

Plusieurs familles d'enfants atteints de dyspraxie se sont retrouvées, dimanche, autour d'un pique-nique organisé par l'association « *Dyspraxique mais fantastique* » des Bouches du Rhône dans le parc du stade Méranes. Objectif : permettre à ces familles et à leurs enfants, souvent isolés, de se rencontrer, de jouer et de parler de leurs difficultés.

Syndrôme de l'enfant maladroit

Ces enfants ne manquent pas. La dyspraxie est un trouble de la planification et de l'automatisation des gestes volontaires qui produit chez les « malades » une discordance entre l'acte voulu et l'acte réalisé. L'enfant, et plus tard l'adulte s'il n'est pas pris en charge, écrit mal, ne sait plus s'habiller correctement, ne reconnaît pas son environnement auto-

matiquement, tombe, se cogne, etc. Ce syndrome n'est pas une maladie et par conséquent ne se guérit pas. Pour autant, on peut aider l'enfant en développant des « stratégies compensatoires », sorte de rééducations adaptées à chaque cas : orthopédie, ergothérapie, orthophonie, psychomotricité et bien sûr soutien psychologique.

Reconnaitre le handicap

Le problème c'est que ces thérapies ne sont pas toutes remboursées par la sécurité sociale, alors qu'elles sont indispensables au rééquilibrage médical et social de l'enfant. Les familles ont droit à une allocation, l'AEEH, seulement si leur enfant est handicapé à 50 %. Or, les textes de loi sur ce trouble restent jusqu'à présent plus que flous, c'est

aux parents de se battre pour faire reconnaître ce taux de handicap auprès des autorités sanitaires. Autre difficulté : faire connaître la dyspraxie au milieu enseignant, pour ne pas laisser planer de doutes sur les capacités mentales ou la bonne volonté de l'enfant et mettre en place une « équipe éducatrice » adéquate. Catherine, mère d'un petit Nicolas, diagnostiqué en 2006 a vécu ce parcours du combattant : « J'ai dû attendre plus d'un an et changer d'école pour que mon gamin soit pris en charge concrètement par l'éducation nationale » dit-elle. La députée Valérie Boire a déposé une question écrite sur ces problèmes à l'Assemblée nationale, l'année dernière. La DMF attend toujours la réponse.

FREDERIC OUTLEAU

■ trava.dyspraxie@info



30 JUIN, 30 000 SALARIES A LA RUE

Paris, le 18 juin 2009

Il reste 13 jours avant que 30000 EVS, embauchés dans le cadre du plan de cohésion sociale de JL Borloo par le ministère de l'Education Nationale soient renvoyés au pôle emploi.

Embauchés en 2006 pour remplir des fonctions d'aide à la direction d'école ou d'accompagnement des enfants handicapés, les EVS ont rempli leur mission dans les écoles.

L'Etat, le Ministère du Travail et le Ministère de l'Education Nationale et leurs représentants (préfets, directeurs départementaux du travail et de la formation professionnelle, recteurs), n'ont pas rempli leur part du contrat, la formation et l'accompagnement de ces salariés. Pendant trois ans, ces EVS n'ont rien eu de l'accompagnement prévu dans leur contrat en terme de formation et de suivi de projet d'insertion professionnelle.

Réservés aux bénéficiaires du RMI et des allocations de fin de droits ou de l'AAH, l'accès aux emplois d'EVS avait permis à beaucoup d'entre eux de sortir de la situation de grande précarité dans laquelle ils étaient et de retrouver une reconnaissance professionnelle et sociale.

Arrivés au terme de leurs contrats, le gouvernement fait fi des expériences qu'ils ont acquises au sein des équipes et auprès des élèves en situation de handicap; Il organise un turn-over général, s'abstenant ainsi d'offrir des solutions et des perspectives aux 30 000 personnes concernées.

Dans le contexte de crise économique et sociale actuelle, la fin du contrat signifie, pour eux, un retour à la case départ, au pôle Emploi, à une plus grande précarité.

Le Gouvernement, les ministères de l'emploi et de l'éducation nationale doivent prendre en compte la situation de ces salariés dans le cadre du plan de lutte contre le chômage et la protection des plus démunis..

Nous exigeons une prolongation de leur contrat au delà de juin 2009.

Nous exigeons que l'Etat, le ministère du Travail et le ministère de l'Education Nationale respectent leurs engagements en terme d'accompagnement et de formation et donnent à leurs représentants les moyens de les mettre en oeuvre.

Les 100 000 signataires de la pétition unitaire n'acceptent pas que le 1er juillet 30 000 EVS soient jetés à la rue.

Nous renouvelons notre demande de rendez-vous auprès du premier ministre.

Thierry Cadart, Secrétaire Général du SGEN-CFDT

Christian Chevalier, Secrétaire Général du SE-UNSA

Gilles Moindrot, Secrétaire Général du SNUipp-FSU

Catherine Perret, Co-secrétaire Générale de l'UNSEN-CGT

Murielle Michelin, Présidente de l'UNCEVS

Contacts presse :

SNUipp-FSU – Mathilde Radzion (01 44 08 69 32)

SE-UNSA – Brigitte Biardoux (01 44 39 23 93)

SGEN-CFDT – Edith Meaume (01 56 41 51 02)

UNSEN-CGT – Nicole Hennache (01 48 18 81 47)

UNCEVS – Muriel Michelin (06 18 99 50 43)



Mathieu Do Duc

EVS: Lettre au président de région

Monsieur le Président,

Nous tenons à attirer votre attention sur la situation dramatique des personnels employés de vie scolaire (EVS, AVS) dont le contrat de travail va s'arrêter le 30 juin 2009. Au moment où la crise financière se propage, que la courbe du chômage repart à la hausse, il apparaît inconcevable que l'éducation Nationale n'assume pas ses responsabilités.

Si rien ne se fait nous allons assister en catimini au plus grand plan de licenciements jamais vu.

En effet 30 000 personnes nationalement vont se retrouver mis dehors de l'éducation nationale après 3 années de service.

Dans notre département 155 personnes sont concernées, dans certains départements de la Région c'est certainement cinq à six fois plus.

Ces personnels ont été recrutés en 2006 dans le cadre du plan Borloo de cohésion sociale pour pallier à des besoins de postes dans les établissements scolaires, sans pour autant déroger au dogme de l'UMP qui consiste à vouloir réduire à toutes fins le nombre de fonctionnaire.

Ces emplois ont fait la preuve au cours des trois dernières années de leur utilité.

Depuis plusieurs semaines, des rassemblements ont lieu dans tout le pays pour demander la pérennisation de ces postes, ainsi qu'une mesure transitoire d'urgence de renouvellement du contrat d'un an. Nous demandons que ce délai d'une année soit mis à profit pour réfléchir à la transformation de ces postes en emplois stables et à leur intégration dans l'une des fonctions publiques.

Cette disposition transitoire aurait le mérite de ne pas envoyer 30 000 personnes dans les couloirs du pôle emploi et aux établissements scolaires de pouvoir envisager plus sereinement la rentrée à quelques semaines de la sortie des classes.

A ce jour le Ministre de l'éducation refuse de recevoir les organisations syndicales unies (fsu, cgt, unsa, cfdt, uncevs). Le 1er Ministre ne semble pas concerné non plus par 30000 chômeurs supplémentaires, puisqu'il refuse lui aussi de recevoir les représentants des personnels.

Dans notre département, Le Député Maire d'Avignon n'a jamais eu la correction de répondre aux différents courriers lui demandant d'intervenir.

Seules la mobilisation et des interventions incessantes peuvent nous permettre d'obtenir une décision satisfaisante au plus haut niveau de l'Etat.

Nous vous demandons d'intervenir en tant que Président de la Région Provence Alpes Côte d'Azur auprès du Préfet de Région, de M le Recteur, mais aussi auprès des Chefs d'établissements employeurs de ces salariés afin de leur signifier la nécessité de reconduire ces femmes et ces hommes sur leur poste.

La plupart n'ont pu bénéficier d'une formation comme cela était annoncé, ils ne bénéficient pas des droits minimum ouverts aux autres salariés du privé (indemnité de précarité, transformation des contrats en CDI...). Si les Chefs d'établissements employeurs décidaient de ne pas renouveler leurs contrats, nos organisations rechercheront par tous les moyens légaux (y compris devant les tribunaux de prud'hommes) leur réintégration et la défense au mieux de leurs intérêts.

Certains que nous pouvons compter sur votre soutien, nous restons à votre disposition et vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Avignon, le 19 juin 2009,

P. HERRERO, CGT Educ'action 84

N. ODINOT, Snuipp-FSU 84

Mathieu Do Duc

